



Établissement public du ministère  
chargé du développement durable

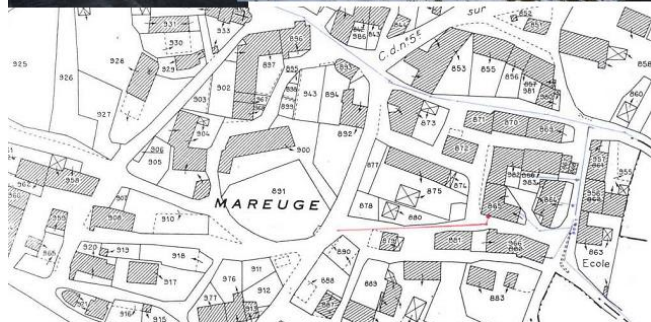


# COMMUNE DU VERNET SAINTE MARGUERITE Département du PUY-DE-DOME

## NOTICE EXPLICATIVE

### MISE A JOUR DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

### VILLAGE DE MAREUGE



Dressé A CLERMONT-FERRAND,

Le

Le Maître d'œuvre

Vu et Approuvé A

Le

Le Maître d'Ouvrage

#### Agence de Clermont-Ferrand

9, avenue Léonard de Vinci  
Parc Technologique La Pardieu  
63063 CLERMONT-FERRAND Cedex  
Tél. 04 73 26 64 66 – Fax : 04 73 26 43 23



**SAUNIER  
& ASSOCIÉS**

## **SOMMAIRE**

1 – RECUEIL DE DONNEES.....	3
1.1 - Présentation de la commune du VERNET-SAINTE-MARGUERITE et point particulier sur le village de MAREUGE ..	3
1.2 – Pédologie et assainissement individuel.....	7
2 - REGLEMENTATION (Loi sur l'Eau du 03/01/92, arrêté du 06 mai 1996, circulaire de 1997 et norme AFNOR du DTU 64.1 de mars 2007 et arrêtés du 07 septembre 2009) .....	8
2.1 Le cadre réglementaire : une obligation générale d'assainissement .....	8
2.2 Assainissement non collectif .....	8
2.3 Assainissement collectif.....	11
2.4 Elimination des boues résiduaires .....	12
3 - ANALYSE ET SYNTHESE .....	13
3.1 – Rappel des solutions retenues par la commune : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT de 2004 .....	13
3.2 - Eaux pluviales .....	13
3.3 Priorités du zonage définies en 2004 .....	14
3.4 Priorités du zonage en 2011 .....	14
3.5 Bilan sur les priorités du zonage aujourd'hui .....	15

Suite à la **Loi sur l'Eau** du 03 janvier 1992, les communes sont tenues de définir les zones de leur territoire relevant d'un assainissement collectif et celles relevant d'un assainissement individuel (technique de l'assainissement autonome : assainissement par le sol).

Ces mesures concernent uniquement l'assainissement des eaux usées d'origine domestique afin **de mieux préserver le milieu naturel et donc l'environnement humain**.

L'**objectif de cette étude** sera donc de définir les secteurs sur lesquels l'assainissement individuel sera le plus adapté (secteurs isolés qu'il n'est financièrement pas intéressant de raccorder à un réseau lointain) et les secteurs plutôt favorables à l'assainissement collectif (secteur à habitat dense).

Ce zonage de l'assainissement, complété d'un diagnostic de réseau et d'un planning prévisionnel de travaux, constitue le Schéma Directeur d'Assainissement.

**Le présent dossier vise à mettre à jour le plan de zonage d'assainissement sur le village de MAREUGE dont le zonage a été validé par une enquête publique datant de 2004.**

**En effet la commune du VERNET SAINTE MARGUERUE a connu un fort développement de l'habitat sur ce secteur et durant ces dernières années.**

**La présente mise à jour s'inscrit dans le cadre d'un projet global pour assainir ce village sur 2011 (construction d'un réseau séparatif et d'une station d'épuration).**

## 1 – RECUEIL DE DONNEES

### 1.1 - Présentation de la commune du VERNET-SAINTE-MARGUERITE et point particulier sur le village de MAREUGE

#### ➤ Situation géographique

La commune du VERNET SAINTE MARGUERITE est située à environ 30 km au Sud-Ouest de CLERMONT-FERRAND dans le département du PUY-DE-DÔME (63).

D'après le recensement INSEE de 2008, la commune du VERNET SAINTE MARGUERITE a une population de 255 habitants. On dénombre sur la commune, 121 résidences principales, 70 résidences secondaires et 24 logements vacants répartis sur une superficie de 2 503 ha, ce qui représente une densité de 10.2 habitants par km<sup>2</sup>.

L'altitude minimale est environ de 870 m à l'Est de la commune à proximité de la rivière LA MONNE. Le point culminant (1 355 m) est localisé au pied du Puy de la CROIX MORAND, à l'Est de la commune.

Sur MAREUGE le recensement effectué en 2011 est le suivant :

	Résidences principales		Résidences secondaires + 3 Gîtes (logements)		Logements vacants (logements)
	Logement	Habitants			
<b>Mareuge</b>	<b>21</b>	<b>49</b>	<b>25</b>	<b>39</b> (sur 22 RS)	<b>12</b>

## ➤ Milieux sensibles

- Les zones humides et les ruisseaux temporaires sont autant de milieux sensibles à protéger. Il est important de rappeler que la commune du VERNET SAINTE MARGUERITE fait partie du parc régional des volcans d'Auvergne.

- Il existe une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (**Z.N.I.E.F.F.**) de type I (secteur d'intérêt biologique remarquable) située en amont de MAREUGE. A l'extrémité Ouest de la commune, la haute vallée du FREDT fait aussi partie d'une Z.N.I.E.F.F. de la région Auvergne.

Ces milieux nécessitent une vigilance particulière en ce qui concerne toute éventuelle pollution.

- La rivière de la MONNE est le seul exutoire de **MAREUGE**, de FONTMARCEL et de la MONNE, trois hameaux relevant du **contrat de rivière « Vallée de la Veyre, lac d'Aydat »** visant les objectifs suivants :

- Ralentir l'eutrophisation du lac d'Aydat ;
- Améliorer la qualité des eaux ;
- Préserver les zones naturelles remarquables ;
- Restaurer et entretenir les berges et le lit de la rivière ;
- Prévenir les crues ;
- Mettre en valeur le patrimoine ;
- Informer et sensibiliser les populations locales sur le thème de l'eau.

Le ruisseau du FREDT est le seul exutoire de LAVAL.

Quant aux eaux du VERNET SAINTE MARGUERITE, de SAIGNES et de CLUCHAT, elles se déversent dans le ruisseau du VERNET.

- Les **périmètres de protection de captages** sont également des zones sensibles dans lesquelles des recommandations sont à respecter concernant le pâturage du bétail, l'épandage, le dépôt, etc.

Il est important de rappeler que la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 réaffirme l'importance de la protection de la ressource en eau et fixe un délai de 5 ans à compter de la publication de la loi pour établir les périmètres de protection des captages existants (article 13).

**La commune du VERNET SAINTE MARGUERITE possède 3 sites utilisés pour l'alimentation en eau potable.** Le principal captage « la source de BOUDEYRES » fait l'objet d'une procédure en cours de mise en place d'un périmètre de protection il alimente le réseau Nord du SIVOM d'ISSOIRE et la totalité de la commune hormis les hameaux de MAREUGE et SAIGNES.

- **Sources de BOUDEYRES (1 captage appartenant aux habitants de MAREUGE ),**
- **Source de MAREUGE** (dans les bois),
- **Source de SAIGNES** (dans les bois),

## ➤ Activités économiques

Sur Mareuge on peut noter l'existence :

- **A MAREUGE :**

- 3 gîtes saisonniers et de nombreuses résidences secondaires entraînant le doublement de la population en période estivale.

**Il est important de rappeler que les gîtes s'il réalise de la restauration doivent avoir nécessairement un prétraitement adapté à leurs activités avant de rejeter leurs eaux usées dans tout dispositif d'assainissement.**

- **Agriculture**

Il existe de nombreuses exploitations agricoles réparties sur l'ensemble de la commune mais aucune sur le village de Mareuge susceptible d'être raccordée au réseau projeté.

**Il est important de rappeler que les rejets d'origine agricole doivent s'effectuer selon des techniques et des normes propres à l'assainissement agricole, et ne doivent pas être collectés dans le réseau d'assainissement pas plus qu'ils ne doivent être rejetés directement dans le milieu naturel.**

## ➤ Urbanisme

La commune du VERNET SAINTE MARGUERITE ne dispose pas de document de planification (PLU, **carte communale...**).

## ➤ Assainissement collectif et individuel : situation actuelle

- **Assainissement collectif**

Mise à part le hameau de SOLIGNAT une grande partie des habitations des secteurs étudiés sont actuellement raccordées à un réseau d'assainissement collectif unitaire constitué d'égouts pluviaux collecteurs rejetant les eaux usées sans traitement de façon diffuse dans le milieu naturel. L'exploitation du réseau est réalisée par les services communaux.

Depuis l'établissement du précédent plan de zonage en 2004, la commune a réalisé trois programmes de travaux comprenant la construction de station d'épuration et de réseaux neufs séparatifs sur les secteurs suivants :

1. Le Bourg ;
2. Cluchat ;
3. Monne.

**Pour Mémoire le village de Mareuge fait l'objet d'un quatrième programme de travaux d'assainissement dont les aides (Conseil Général + Agence de l'Eau) sont conditionnées par la mise à jour du plan de zonage sur ce village.**

- **Assainissement individuel**

Pour le reste de la commune, y compris les habitations de MAREUGE actuellement, les habitations sont toutes en assainissement individuel, beaucoup sans traitement ou plus ou moins approprié à la nature des terrains.

La contrainte liée à **un habitat dense** est très importante sur l'ensemble des secteurs étudiés dont **le village de MAREUGE**.

Un grand nombre de hameaux ont révélé l'existence de **problèmes importants de salubrité publique**. Quelques points noirs existent, problèmes d'odeurs nauséabondes dont **le village de MAREUGE** fait partie.

**Il est important de noter que le traitement** des eaux usées d'origine domestique doit être complet et bien réalisé. **Les fréquences de vidanges** doivent être respectées.

**La réalisation et l'entretien des assainissements individuels sont les deux principaux facteurs de leur bon fonctionnement.**

Chaque assainissement non collectif (en filière classique) doit être composé d'un prétraitement des eaux usées (Fosse septique ou fosse toutes eaux + bac dégraisseur), d'un dispositif d'épuration (ou de traitement) des effluents prétraités (épandage souterrain ou sol reconstitué) et d'un système de dispersion des effluents épurés.

#### **Eaux pluviales**

**Il est important de rappeler que les eaux pluviales ne doivent pas être connectées à un dispositif d'assainissement individuel pour le bon fonctionnement de celui-ci.**

#### **Entretien**

La circulaire du 22 Mai 1997 préconise une vidange des fosses (septiques ou toutes eaux) tous les 4 ans. Les bacs dégraisseurs quant à eux, doivent être vidangés tous les 4 mois.

## 1.2 – Pédologie et assainissement individuel

Compte tenu des problèmes d'épuration et d'évacuation des eaux usées, une bonne gestion de l'assainissement individuel pour l'ensemble de la commune est nécessaire.

### ➤ Les sols

A partir des éléments répertoriés sur le terrain, on peut noter la présence de 3 types de sols :

- **des sols développés sur les formations sédimentaires**

Ces sols sont en général peu développés, superficiels, pouvant être hydromorphes, à perméabilité assez bonne.

- **des sols bruns andiques**

Ils se développent sur des formations volcaniques (basalte et projections andésitiques). Leur texture est limono-sableuse et ils présentent souvent des horizons hydromorphes.

D'épaisseur variable, ils présentent en général une bonne perméabilité.

- **des sols bruns acides développés sur les formations métamorphiques (gneiss)**

Ce sont des sols à épaisseur variable (selon la situation topographique) et à teneur en argile pouvant s'accumuler en profondeur. Ils peuvent être fortement engorgés, par l'eau dans les bas fonds (sols hydromorphes) dans les zones à faibles pentes (prairies). A l'opposé, ils peuvent, dans les zones de versant à pente forte, être peu profonds et former des rankers peu perméables. Le substratum est généralement à faible profondeur.

### ➤ Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

- **Zones rouges** : Tous les secteurs étudiés de la commune **dont MAREUGE** sont en zone d'assainissement individuel difficile (faible vitesse d'infiltration et/ou niveau de la nappe très haute ou roche à faible profondeur).

Les sols sont insuffisamment perméables ou pas assez profonds pour réaliser un épandage direct dans le sol : sols inaptes à l'épuration des eaux usées (type III). Le sol reconstitué drainé à rejet superficiel est le mode d'assainissement le mieux indiqué. Cependant, localement, l'évacuation des effluents après traitement pourra se faire par des drainages dans le sol superficiel. **Une vérification à la parcelle reste donc nécessaire. Elle peut être réalisée par les particuliers lors d'un projet de réhabilitation ou de construction afin de déterminer précisément la nature du sol à l'emplacement prévu du système de traitement (étude non obligatoire).**

Il est nécessaire d'utiliser une fosse toutes eaux suivie d'un filtre à sable vertical pouvant être drainé à rejet superficiel.

Lorsque la nappe (la plupart du temps temporaire) est à protéger, l'installation d'un film imperméable est indispensable entre le filtre et le terrain naturel. Une surélévation du filtre est aussi possible.

Lorsque la pente des terrains est trop forte (>10%), un aménagement de l'épandage en terrasse est nécessaire.

Lorsque la roche est à une faible profondeur une surélévation du filtre est possible.

## 2 - REGLEMENTATION (Loi sur l'Eau du 03/01/92, arrêté du 06 mai 1996, circulaire de 1997 et norme AFNOR du DTU 64.1 de mars 2007 et arrêtés du 07 septembre 2009)

### 2.1 Le cadre réglementaire : une obligation générale d'assainissement


**Le maire, responsable de l'approvisionnement en eau, comme de l'épuration des eaux usées** de sa commune, connaît de nouvelles obligations qui s'inscrivent dans un contexte de rénovation complète du dispositif réglementaire de l'assainissement des communes.

La directive européenne du 21 Mai 1991, reprise en droit français par la Loi sur l'eau du 3 Janvier 1992 (modifiée le 30/12/06) codifié dans le Code Général des collectivités territoriales, prévoient une obligation générale d'assainissement, sur l'ensemble du territoire avant le 31 décembre 2005, avec des délais plus rapprochés pour les plus grandes communes (échéance 2000) ou celles qui rejettent leurs effluents dans des milieux sensibles (échéance 1998).

Il est important de rappeler les faits suivants :

- dans une **filière de réseau collectif**, la collectivité prend totalement en charge les eaux usées au sortir de l'habitat. Les coûts d'entretien du réseau et d'exploitation de la station d'épuration sont répartis sur chaque habitant.
- dans la **filière non collective**, les immeubles ou habitations doivent être dotés d'un assainissement individuel dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement et **sous la responsabilité des propriétaires**. Ces systèmes d'assainissement doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines. Il est possible dans le cas où la commune est maître d'ouvrage, d'instaurer aussi une taxe d'assainissement.

### 2.2 Assainissement non collectif

 **La loi n°92-3 du 03/01/92 a été modifiée le 30 décembre 2006.** Cette Loi n°2006-1772 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, signale des dispositions, dont l'article L2224-8 du code général des collectivités territoriales :

*« I - Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.*

*II - Les communes assurent **le contrôle** des raccordements au réseau public de collecte, **la collecte**, le transport et **l'épuration des eaux usées**, ainsi que **l'élimination des boues produites**.*

*III - Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :*

*1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;*

*2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.*

*Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.*

*Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.*

*Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.*

*Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.*

*Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé.*

### **Les arrêtés du 07 Septembre 2009.**

1. Définit les modalités d'agrément des personnes qui réalisent les vidanges et prennent en charge le transport et l'élimination des matières extraites, les modalités d'entretien des installations d'ANC et les modalités de vérification de la conformité et de réalisation des diagnostics.
2. Les modalités de l'exécution de la mission de contrôle exercée par la commune.
3. Cet arrêté réaffirme le pouvoir épurateur des sols. Concernant les procédures d'autorisation des « nouveaux dispositifs », deux conditions sont nécessaires à l'obtention de l'agrément (qui sera publié au journal officiel) : ces dispositifs devront respecter les principes généraux de protection des personnes et des milieux, ces dispositifs devront respecter un certain niveau de performances épuratoires. En cas de marquage CE préalable, les systèmes feront l'objet d'une évaluation simplifiée sur dossier. Dans le cas contraire, les dispositifs devront être évalués selon le protocole de l'agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail – AFSSET.

Globalement les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996 (désormais abrogé) sont reprises.

"Les communes peuvent décider de prendre en charge l'entretien des installations d'assainissement non collectif et instituer une redevance pour la rémunération de ce service".

"Le contrôle technique exercé par la commune sur les systèmes d'assainissement non collectifs comprend :

- 1 - la vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages,**
- 2 - la vérification périodique de leur bon fonctionnement."**

L'assainissement individuel fonctionne si et seulement si :

- le dispositif d'assainissement est **adapté au sol** (d'où l'étude de sol au préalable),
- la réalisation de ce dispositif est confiée à des **entreprises expertes**,
- le dispositif fait l'objet d'un entretien régulier pour en assurer le bon fonctionnement et donc diminuer les nuisances à l'aide par exemple d'une **convention d'entretien** de vidange par la commune ou par une entreprise.

Ce dernier point impose l'élimination des matières de vidanges dans des conditions techniques et réglementaires conformes et donc l'existence d'un lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur traitement (dépotage sur une station d'épuration adaptée pour ce genre d'opération).

Chaque assainissement individuel doit avoir une fosse toutes eaux pour le **prétraitement** des eaux usées (eaux vannes et eaux ménagères) suivie d'un dispositif **d'épuration** (ou de traitement) des effluents prétraités par épandage souterrain (direct dans le sol) ou sol reconstitué (filtre à sable vertical drainé) et **de dispersion** des effluents épurés.

 **La norme XP du 2 mars 2007 (DTU 64.1) de l'assainissement autonome indique :**

- Pour la mise en place d'un épandage :

\* avec des rejets directs dans le sol (lit d'épandage à faible profondeur) sur une surface minimale d'environ 200 m<sup>2</sup> pour une habitation comportant 3 chambres (soit 5 pièces principales),  
\* ou sur sol reconstitué sur une surface de 20 m<sup>2</sup> pour une habitation de 5 pièces principales avec rejets superficiels,  
\* à une distance minimale de 35 m par rapport à un puits ou tout captage d'eau potable,  
\* à une distance d'environ 5 m par rapport à l'habitation,  
\* à une distance de 3 m par rapport à toute clôture de voisinage et de tout arbre.

- Pour la mise en place d'un épandage :

L'utilisation d'une **fosse toutes eaux** d'un minimum de **3 000 litres pour les habitations abritant jusqu'à 5 pièces principales**, plus 1000 l par pièce supplémentaire.

D'après l'arrêté du 6 Mai 1996, pour les habitations ayant déjà une fosse septique, ces volumes sont à diviser par deux : 1 500 l minimum jusqu'à 5 pièces principales, plus 500 l par pièce supplémentaire. Dans ce cas, la fosse septique pourra être conservée si elle est couplée avec un bac dégraisseur correctement dimensionné (200 L pour recevoir les eaux de cuisine ou eaux de salle de bains seules, 500 L pour recevoir toutes les eaux ménagères - d'après le DTU 64.1 de mars 2007).

**Ce type d'assainissement n'est pas valable dans le cas des bâtiments d'élevage.**

**Il est important de rappeler que les eaux pluviales ne doivent pas être connectées à un dispositif d'assainissement individuel, il en va de même dans le cas de petites collectivités sur un procédé de regroupement collectif.**

L'arrêté du 06 mai 1996 fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs (cf. Annexe 3).

"Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettent pas d'absorber leur dispersion dans le sol."

**Pour recourir à une filière d'assainissement non collectif incluant un dispositif avec sol reconstitué drainé à rejet superficiel (filtre à sable vertical drainé), l'existence d'un exutoire hydraulique superficiel est indispensable.**

**Cependant, ce rejet en milieu hydraulique superficiel ne peut être réalisé qu'à titre exceptionnel.**

**Dans ce cas, il est nécessaire :**

- d'avoir une autorisation du propriétaire du fossé,
- de faire une demande de déclaration auprès du service de Police des Eaux.

**En l'absence d'exutoire hydraulique superficiel le recours à une telle filière n'est possible que par mise en place d'un puits d'infiltration dans une couche sous-jacente perméable après dérogation du Préfet.**

## Ce que dit la Loi Grenelle II

(adoptée le 30 Juin 2010)

- Modification du délai entre deux contrôles des installations : la fréquence minimale passe de 8 à 10 ans,
- Travaux de réhabilitation : à prévoir uniquement si les installations présentent des risques sanitaires et environnementaux (installations classées « à risque »),
- Permis de Construire : l'avis du SPANC sur le système d'assainissement devient une pièce indispensable,
- Vente immobilière : présentation d'un rapport de contrôle de moins de 3 ans ; obligation de travaux dans un délai d'1 an à compter de la vente (à partir de Janvier 2011).

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

### 2.3 Assainissement collectif

L'arrêté du 22 juin 2007 fixe les prescriptions techniques relatives à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

#### **En ce qui concerne les branchements :**

L'article 36 de la loi sur l'eau a renforcé les moyens d'intervention des communes à l'égard des usagers. Elles peuvent percevoir une somme équivalente à la **redevance assainissement** sur les particuliers raccordables et non raccordés, entre la mise en service de l'égout et leur raccordement effectif (L.1331-8 du code de la santé publique). Les agents communaux d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour s'assurer de la réalisation des **branchements obligatoire dans un délai de deux ans**, et le cas échéant pour les réaliser d'office et aux frais des particuliers (L. 1331-11, 1331-1 et 1331-6 du code de la santé publique).

Dans le cas de branchements industriels ou artisanaux, le déversement d'effluents non domestiques au réseau d'assainissement public doit être précédé d'une autorisation explicite du gestionnaire (L. 1331-10 du code de la santé publique). Cette autorisation doit préciser les conditions d'acceptation de l'effluent (quantité, variabilité et qualité), les conditions de participation financière de l'organisme raccordé et les conditions de surveillance.

### **En ce qui concerne la collecte :**

Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites d'effluents et les apports d'eaux claires parasites. Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés en tête de station d'épuration ne doivent pas déverser par temps sec.

Par temps de pluie, des mesures doivent être prises pour limiter les rejets de pollution au milieu naturel. Celles-ci seront adaptées à la qualité requise par les usages des eaux réceptrices.

### **En ce qui concerne le traitement :**

Les ouvrages de traitement relevant de l'assainissement inférieur à 120kg de DBO5 par jour doivent assurer « un traitement approprié permettant de respecter les objectifs de qualité du milieu récepteur ». Les objectifs de rejets sont estimés en fonction des concentrations en polluants acceptables par le cours d'eau à l'amont et à l'aval du rejet (circulaire du 12 mai 1995). Le niveau de traitement peut être ensuite défini selon de simples règles de dilution (circulaire du 17 février 97). Seuls les ouvrages de capacité inférieure à 12kg/j de DBO5 ne sont pas soumis à déclaration.

La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit. **L'auto-surveillance de la station** d'épuration devra être assurée 2 fois par an si le flux polluant reçu est supérieur à 60 kg/j de DBO5, 1 fois par an si le flux polluant reçu est inférieur à 60 kg/j de DBO5. Elle concerne les paramètres suivants: Ph, débit, DBO5, DCO, MES sur un échantillon moyen journalier du rejet.

## **2.4 Elimination des boues résiduelles**

**Si l'eau épurée peut être rejetée au milieu naturel, les boues, déchets de l'épuration, concentrent les polluants et posent donc le problème de leur élimination. Face à la nouvelle réglementation, les collectivités locales doivent aujourd'hui considérer le devenir des boues comme une préoccupation majeure et pour laquelle il est nécessaire de trouver des solutions judicieuses.**

Trois possibilités s'imposent comme débouché aux boues de station d'épuration :

- la mise en décharge contrôlée : elles peuvent accepter des boues d'une siccité > 30 % ce qui nécessite une déshydratation préalable.
- Le compostage : fabrication d'un compost à partir d'un mélange de produits entrants (boues de STEP, déchets verts et co-produits riche en carbone)
- l'incinération qui est une solution très coûteuse et qui paraît irréalisable pour de petites collectivités locales,
- la valorisation agricole, qui paraît être la solution la mieux adaptée dans les communes rurales.

### 3 - ANALYSE ET SYNTHÈSE

L'analyse et la synthèse des données obtenues lors de la mise à l'enquête publique du plan de zonage en 2004 ont permis de proposer différentes solutions d'assainissement techniques et financières et de définir des priorités.

Pour chaque solution d'assainissement, nous avons réévalué les coûts de réalisation donnés en collectif et assainissement non collectif.

#### 3.1 – Rappel des solutions retenues par la commune : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT de 2004

##### ☺ *Assainissement individuel*

Les secteurs de **LAVAL** et **SOLIGNAT**, ainsi que toutes les habitations isolées ont été classés par les élus en zone d'assainissement non collectif. En effet, d'importantes longueurs de réseaux auraient été nécessaires pour réaliser des assainissements collectifs (réseaux et unités de traitement) les coûts de tels équipements auraient été prohibitifs.

La réhabilitation des dispositifs d'assainissement individuel est normalement à la charge des particuliers.

Dans chacun de ses secteurs, des investigations de sol à la parcelle pourront être menées utilement pour un choix optimal de la filière d'assainissement individuel à réaliser.

##### ☺ *Assainissement collectif*

L'habitat très dense de tous les autres hameaux (LE BOURG , MONNE, **MAREUGE**, SAIGNES, LUDIERES, CLUCHAT, FONTMARCLE) a conduit la commune à choisir l'option de l'assainissement collectif. Un diagnostic de réseau a été réalisé, précisant le programme de travaux (réhabilitation nécessaires sur les réseaux). Des extensions des réseaux d'assainissement collectif ou des mises en séparatifs restent possibles.

#### 3.2 - Eaux pluviales

**Le traitement** des eaux pluviales pose des problèmes sur le **secteur de MAREUGE**. Un réseau séparatif est prévu dans les travaux.

### 3.3 Priorités du zonage définies en 2004

En termes de hiérarchisation des interventions sur la commune du VERNET SAINTE MARGUERITE (problèmes de salubrité et/ou pollution du milieu naturel), il apparaissait nécessaire d'agir en 2004 selon le planning indicatif suivant :

PRIORITE	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL
1	LE BOURG	
2	LUDIERES	
3	MONNE <b>MAREUGE</b> FONTMARCEL	2 habitations de MONNE <b>1 habitation de MAREUGE</b>
4	SAIGNES CLUCHAT	
5		Tous les autres hameaux et habitations de la commune Notamment LAVAL et SOLIGNAT.

### 3.4 Priorités du zonage en 2011

En termes de hiérarchisation des interventions sur la commune du VERNET SAINTE MARGUERITE (problèmes de salubrité et/ou pollution du milieu naturel), des travaux précédents engagés il apparaissait nécessaire d'agir en 2011 selon le planning indicatif révisé suivant :

PRIORITE	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL
1	LE BOURG	
2	CLUCHAT	
3	MONNE	2 habitations de MONNE
4	<b>MAREUGE</b>	-
5	LUDIERES FONTMARCEL SAIGNES	
6		Tous les autres hameaux et habitations de la commune Notamment LAVAL et SOLIGNAT.

### 3.5 Bilan sur les priorités du zonage aujourd'hui

A partir du zonage d'assainissement qui a été mis à enquête publique en 2004, la commune a fait réaliser une étude diagnostique du fonctionnement de l'assainissement collectif de son territoire, ce qui lui a permis d'effectuer depuis 2005 des travaux (réseaux d'eaux usées et station d'épuration) sur le Bourg, les hameaux de Cluchat et de Monne.

En fonction des aides accordables sur ces opérations d'assainissement mais également des coordinations possibles avec des programmes d'aménagements et d'enfouissement des lignes électriques et de télécommunications et/ou de sécurisation de son réseau d'eau potable le programme des priorités indicatif ci-dessus a été modifié mais globalement suivi.

Les travaux d'assainissement de Mareuge s'inscrivent donc dans la même logique, c'est-à-dire dans une planification bien définie visant à régulariser la situation communale vis à vis de la législation et du bon assainissement territorial (construction d'une station d'épuration et d'un réseau séparatif d'eaux usées). De plus il existe un contrat de rivière sur la Monne ; le hameau de Mareuge se trouve sur le bassin versant de cette rivière. Des travaux d'eau potable seront menés de concert avec le lancement des travaux d'assainissement (pose en tranchées communes des réseaux EU + AEP).

La nécessité de traiter le hameau de MAREUGE après les trois autres est devenue aujourd'hui une priorité dans les années à venir compte tenu des éléments suivants :

- ☒ L'habitat groupé et les surfaces disponibles insuffisantes pour réaliser un assainissement autonome ;
- ☒ L'état des réseaux existants (réseaux d'assainissement unitaire et d'alimentation en eau potable) nécessite une mise en séparatif de l'assainissement et un renforcement des réseaux d'alimentation en eau potable (EU, EP et AEP). On note de plus l'absence de système de traitement des eaux usées en sortie des réseaux de collecte donnant directement sur la rivière « MONNE » objet du contrat de rivière « VALLEE DE LA VEYRE – LAC D'AYDAT ». Le rejet direct EU actuel, sans traitement, ne respecte pas les obligations réglementaires de la commune eu égard la Police de l'Eau ;
- ☒ Compte tenu des enjeux autour de l'eau potable, ainsi que le bon assainissement du village à traiter de MAREUGE qui est l'un des plus peuplés de la commune après le bourg et Monne (secteurs déjà traités en assainissement).

**Entre 2004 et aujourd'hui des constructions neuves sont intervenues sur le territoire de MAREUGE. Il semblait logique en vue de leur proximité de les raccorder aux futures installations d'assainissement collectives. Le présent dossier vise donc l'extension de la zone d'assainissement collectif du village de MAREUGE aux parcelles où existe aujourd'hui des constructions neuves ou une demande de CU afin de le mettre en conformité avec le projet de travaux pour 2011/2012.**

## Annexes / carte de zonage modifiée sur le village de Mareuge

